



Communauté de communes Du Rhône Aux Gorges de l'Ardèche

Commune de Bourg-Saint-Andéol

Modification simplifiée n°2 du PLU de Bourg-Saint-Andéol

Livre 1 – Documents administratifs

Livre 2 – Notice de présentation

Livre 3 – Pièce modifiée du PLU

Livre 4 – Volet environnemental + Annexe Formulaire Saisine MRAe

Historique des procédures	
Elaboration du PLU	2008
Révision simplifiée du PLU	2009
Modification n°1 du PLU	2011
Modification n°2 du PLU	2012
Modification n°3 du PLU	2015
Déclaration de projet valant mise en compatibilité « friche NOVOCERAM)	2016
Modification simplifiée n°1 du PLU	2022
Modification simplifiée n°2 du PLU	En cours

Table des matières

I. Préambule	3
II. Références législatives et réglementaires.....	3
III. Formulaire de saisine pour l'examen au cas par cas de la procédure de modification simplifiée	4
III.1. Formulaire de saisine pour l'examen au cas par cas	4
III.2. L'Auto-évaluation.....	4
III.3. Compléments cartographiques au formulaire.....	6
III.3.1 Contexte territorial.....	6
III.3.2 Présentation du contexte environnemental	8
Les réseaux	8
Les risques	9
Pollution du site.....	10
Les zonages et inventaires environnementaux.....	11
Fonctionnalités écologiques.....	16
Nuisances sonores et servitudes d'utilité publique	16

I. Préambule

Pour illustrer les renseignements demandés dans le formulaire de saisine pour la procédure au cas par cas, cette annexe du livre 4 centralise les éléments, principalement cartographiques, qui complètent ceux présents dans le livre 2.

II. Références législatives et réglementaires

La procédure engagée implique un examen au cas par cas sur la base des dispositions du 3° du III de l'article L122-4 et de l'article R122-17 du code de l'environnement pour déterminer si elle doit être soumise au non à une évaluation environnementale. L'Autorité Environnementale sera donc saisie au titre des articles R104-33 et suivants du code de l'urbanisme.

Article L122-4 du code de l'Environnement

III. - Font l'objet d'une évaluation environnementale systématique ou après examen au cas par cas par l'autorité environnementale :

[...] 3° Les modifications des plans et programmes mentionnés au II et au 1° et au 2° si elles sont susceptibles d'avoir des incidences notables sur l'environnement.

Article R122-17 du code de l'Environnement

[...] II. – Les plans et programmes susceptibles de faire l'objet d'une évaluation environnementale après un examen au cas par cas sont énumérés ci-dessous :

11° Plan local d'urbanisme ne relevant pas du I du présent article ;

La procédure d'examen au cas par cas est aussi référencée dans le code de l'urbanisme :

Sous-section 4 : Examen au cas par cas réalisé par la personne publique responsable articles R104-33 à 36

Article R104-33

[...] elle [la personne publique responsable] saisit l'autorité environnementale pour avis conforme dans les conditions prévues aux articles [R. 104-34 à R. 104-37](#) et, au vu de cet avis conforme, prend une décision relative à la réalisation ou non d'une évaluation environnementale.

Article R104-34

En application du second alinéa de l'article [R. 104-33](#), la personne publique responsable transmet à l'autorité environnementale un dossier comprenant : 1° Une description de la carte communale, de la création ou de l'extension de l'unité touristique nouvelle ou des évolutions apportées au schéma de cohérence

territoriale, au plan local d'urbanisme ou à la carte communale ; 2° Un exposé décrivant notamment : a) Les caractéristiques principales du document d'urbanisme ou, le cas échéant, pour l'unité touristique nouvelle, les éléments mentionnés aux 2°, 3° et 5° du I de l'article [R. 122-14](#) ; b) L'objet de la procédure d'élaboration ou d'évolution ; c) Les caractéristiques principales, la valeur et la vulnérabilité du territoire concerné par la procédure ;

d) Les raisons pour lesquelles son projet ne serait pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement, au regard des critères de l'annexe II de la directive 2001/42/ CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de

certain plans et programmes sur l'environnement et, par conséquent, ne requerrait pas la réalisation d'une évaluation environnementale.

L'exposé mentionné au 2° est proportionné aux enjeux environnementaux de la procédure menée.

La liste détaillée des informations devant figurer dans l'exposé est définie dans un formulaire dont le contenu est précisé par arrêté du ministre chargé de l'urbanisme.

Article R104-35

Le dossier mentionné à l'article [R. 104-34](#) est transmis à un stade précoce et, au plus tard, avant l'examen conjoint, la soumission pour avis ou la notification aux personnes publiques associées, au service régional chargé de l'environnement (appui à la mission régionale d'autorité environnementale), qui en accuse réception.

[...]

Au regard du dossier mentionné à l'article R. 104-34, l'autorité environnementale rend un avis conforme, dans un délai de deux mois à

compter de la réception initiale du dossier, sur l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale et le transmet à la personne publique responsable. En l'absence de réponse dans ce délai, l'avis de l'autorité environnementale est réputé favorable à l'exposé mentionné au 2° de l'article R. 104-34. L'avis ou la mention de son caractère tacite, ainsi que, dans ce dernier cas, le formulaire mentionné à l'article R. 104-34 sont mis en ligne sur le site internet de l'autorité environnementale et joints au dossier d'enquête publique ou de mise à disposition du public.

Article R104-36

La décision mentionnée à l'article [R. 104-33](#) est prise :

[...]

2° Par l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale compétent mentionné à l'article [L. 153-8](#), le conseil de territoire mentionné à l'article [L. 134-13](#) ou le conseil municipal lorsque le plan local d'urbanisme est révisé, dans le cas mentionné au II de l'article [R. 104-11](#), modifié ou mis en compatibilité en application de l'article [R. 153-15](#) ;

[...]

III. Formulaire de saisine pour l'examen au cas par cas de la procédure de modification simplifiée

La partie suivante vise à illustrer certaines informations renseignées dans le formulaire de saisine pour l'examen au cas par cas de la procédure de modification simplifiée du PLU de Bourg-Saint-Andéol qui est disponible en annexe.

III.1. Formulaire de saisine pour l'examen au cas par cas

Le formulaire dûment renseigné est consultable en annexe 1 du livre 4. Les illustrations ou données suivantes ne viennent que le compléter.

III.2. L'Auto-évaluation

Comme précisé dans le formulaire de saisine, l'auto-évaluation doit identifier les effets potentiels de la procédure compte tenu de sa nature, de sa localisation en prenant en compte la sensibilité du territoire en question et expliquer pourquoi la procédure concernée n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement.

Une évaluation environnementale avec étude simplifiée des incidences sur Natura 2000 a été réalisée en 2016 dans le cadre de la déclaration de projet emportant mise en comptabilité du PLU. Elle conclut que le projet de reconversion de la friche NOVOCERAM en quartier résidentiel est compatible avec la protection de l'environnement, n'engendre aucune incidence significative sur l'environnement et le réseau Natura 2000 et a fait l'objet de plusieurs phases de dépollution pour remettre le site en bon état.

Vu les critères renseignés dans le formulaire, ceux potentiellement (directement ou à proximité < à 200m) concernés par la procédure d'évolution du document d'urbanisme communal apparaîtront dans la grille suivante.

Grille d'auto-évaluation →

Thématique / enjeux du secteur	Secteur de NOVOCERAM	
	Incidence	Type d'incidence (= neutre / + positif / - négatif)
Milieux Naturels	La ZNIEFF type 1 « Vieux Rhône et lônes du Rhône de Viviers à Pont-Saint-Esprit » et le site NATURA 2000 Milieux Alluviaux du Rhône Aval sont les deux périmètres les plus proches de la friche NOVOCERAM, situés à plus de 150m à vol d'oiseau	=
N2000	Cette procédure n'a pas d'impact direct sur les milieux naturels protégés.	
ZNIEFF 1	L'ouverture à l'urbanisation de ce secteur peut toutefois engendrer une perte d'habitat pour la faune urbaine locale (oiseaux, rongeurs, insectes...) habituée à chasser/nicher sur cette friche.	

Aucun habitat d'intérêt communautaire n'a été identifié au sein de l'emprise projet. De plus, concernant les espèces d'intérêt communautaire, étant donné qu'aucun chiroptère ne participe à la désignation du site, le projet n'est donc pas de nature à occasionner une incidence significative vis-à-vis des sites Natura 2000 « Milieux alluviaux du Rhône aval » et « Basse Ardèche Urgonienne ».

Compte tenu des résultats de la grille et vu que l'évolution prévue sur ce secteur se situe en dehors :

- D'un site N2000 (ZPS ou SIC)
- D'un Site inscrit ou classé au titre de la loi Paysage
- D'une ZNIEFF type 1 ou type 2
- D'un classement ICPE – industrielle ou agricole
- D'un classement EBC – espace boisé classé
- D'une zone humide référencée par le conservatoire d'espaces naturels ou le SAGE Ardèche
- D'un ENS – espace naturel sensible

Cette auto-évaluation permet de confirmer que le projet n'a pas d'incidences négatives notables sur l'environnement.

Dans le cadre du PLUi-h en élaboration sur le territoire, il est prévu de décliner localement la trame verte et bleue régionale et d'identifier des éléments bâtis ou naturels au titre des articles L151-19 et 23 du code de l'urbanisme.

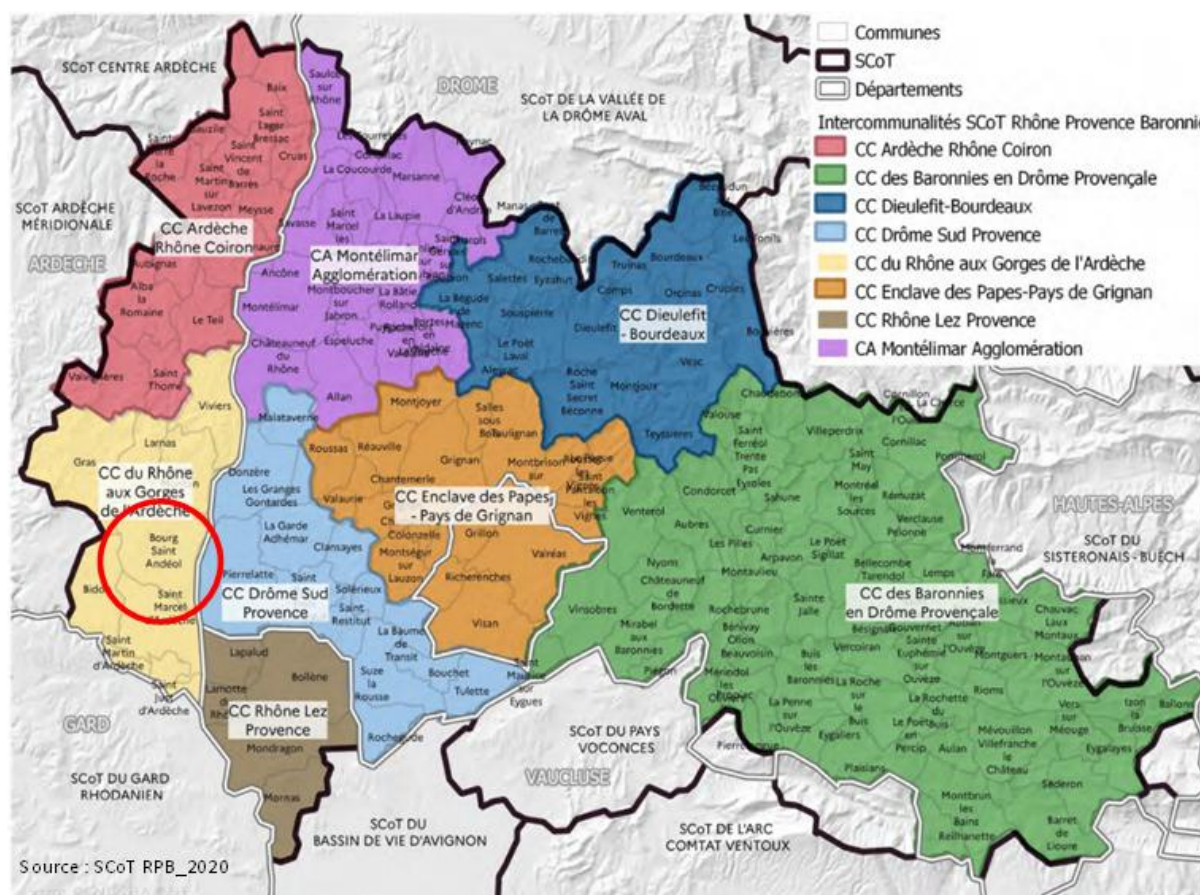
III.3. Compléments cartographiques au formulaire

III.3.1 Contexte territorial

La cartographie suivante positionne la commune de Bourg-Saint-Andéol au sud de l'intercommunalité DRAGA, limitrophe au département de la Drôme et appartenant au périmètre du SCoT Rhône Provence Baronnies.

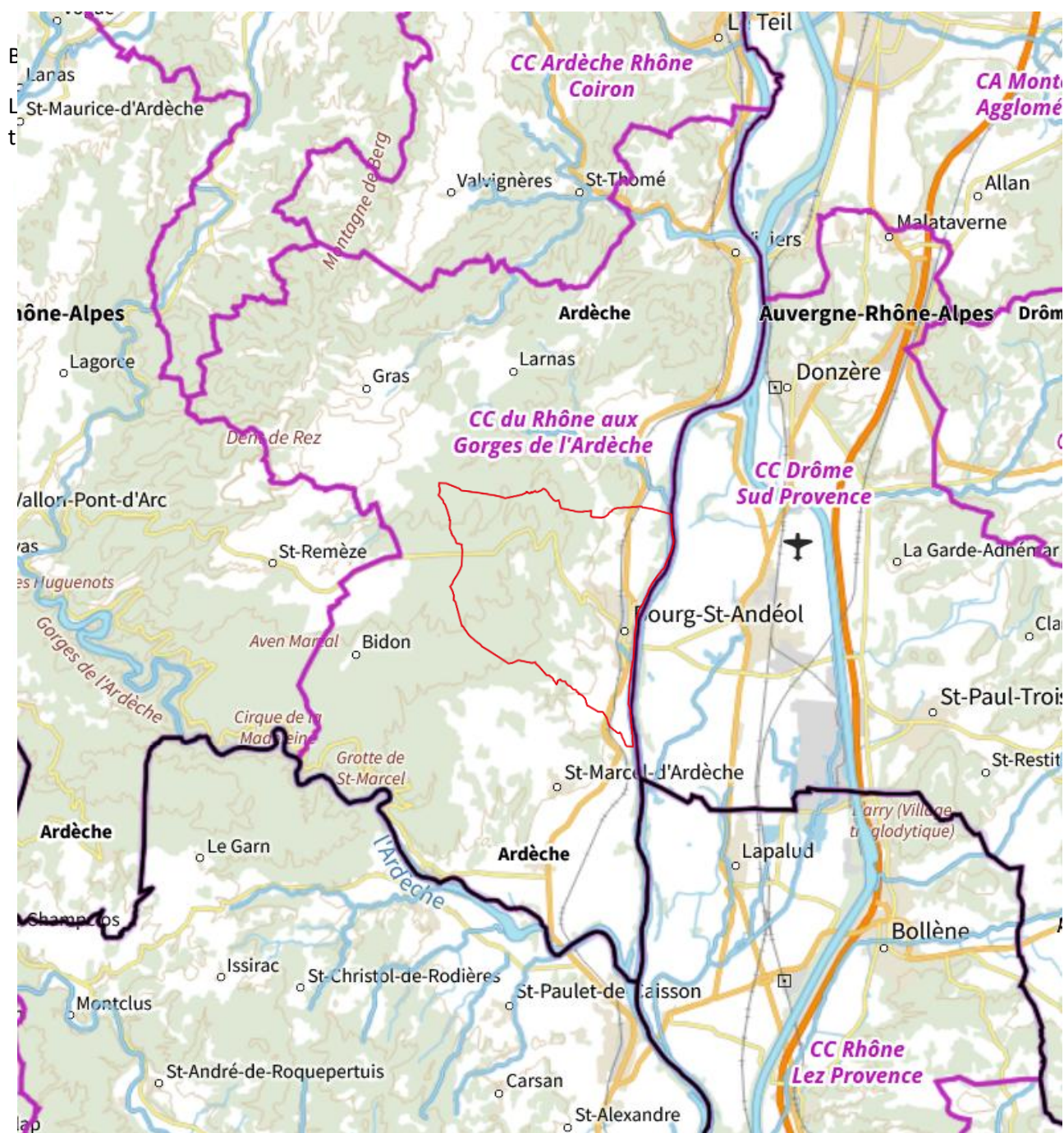
Le périmètre du SCoT Rhône Provence Baronnies est créé par arrêté inter-préfectoral depuis le 6 novembre 2017. Il comprend 177 communes, structurées en 8 intercommunalités (1 communauté d'agglomération et 7 communautés de communes) et couvre en partie trois départements : Drôme (143 communes), Vaucluse (9 communes), Ardèche (24) et deux Régions : Auvergne Rhône Alpes et Sud-PACA.

La prescription a été engagée fin avril 2021 et l'année 2025 sera dédiée à la validation du PAS (Projet d'Aménagement Stratégique).



La commune de Bourg-Saint-Andéol se situe en Ardèche méridionale. Séparée par le Rhône, la commune est limitrophe avec Pierrelatte pour le département de la Drôme et avec, Saint Montan, Saint Marcel, Gras et Bidon dans sa partie ardéchoise.

Elle fait partie de la communauté de communes DRAGA, Du Rhône aux Gorges de l'Ardèche qui rassemble 9 communes ardéchoises de la frange rhodanienne.



III.3.2 Présentation du contexte environnemental

En lien avec le formulaire de saisine au cas par cas renseigné en annexe, ce chapitre vient illustrer de manière cartographique ces données qui sont issues essentiellement du rapport de présentation de la 1^{ère} déclaration de projet approuvée en 2016.

Les réseaux

- Eau potable

Le réseau de la zone est raccordé au réseau public de distribution en eau potable. Il n'y a pas de problème quant à la ressource en eau potable.

- Assainissement des eaux usées

Le quartier est desservi par le réseau collectif d'assainissement. Des travaux de réhabilitation du réseau avec mise en séparatif ont été réalisés en 2017.

Par un arrêté préfectoral 2015-126-DDTSE03 en date du 06 Mai 2015, monsieur le Préfet de l'Ardèche a autorisé une augmentation des capacités de traitement de la station d'épuration de la commune. Ainsi donc, sous le respect d'un programme de travaux en cours de réalisation, la station d'épuration de Bourg Saint Andéol a une capacité de 8000 Equivalents Habitants au lieu de 6 200 précédemment accordés. La turbine de la STEP est opérationnelle depuis novembre 2016.

Dès lors, la densification du quartier ne posera pas de difficulté quant au traitement des eaux usées.

- Assainissement des eaux pluviales

Le quartier est desservi par le réseau public d'assainissement des eaux pluviales avec une mise en séparatif depuis 2017.

Concernant la collecte et la gestion des eaux pluviales liées à l'imperméabilisation des sols générés par l'opération d'aménagement, cette dernière devra être dotée de dispositifs spécifiques (noues et rétentions paysagères, rétention sous chaussée, etc.). Au regard de la surface du projet, il devra faire l'objet d'un dossier « loi sur l'eau ».

- Sécurité Incendie

Présence de bornes incendie aux normes.

- Electricité

Le courant électrique est suffisant. Présence de la haute tension

- Gaz

Le quartier est desservi par le réseau gaz.

- Fibre optique

Le quartier est desservi par la fibre optique.

- Telecom

Le quartier est desservi par le réseau télécom.

- Voirie

L'avenue Général de Gaulle est une route départementale aux capacités suffisantes afin d'assurer une desserte satisfaisante du quartier.

Des trottoirs bordent chaque côté de l'avenue.

Les risques

- Le risque inondation

Par arrêté Préfectoral 2010 - 197 - 25 du 16 juillet 2010, M le préfet a prescrit l'établissement d'un Plan de Prévention Risque Inondation du Rhône dans la commune de Bourg Saint Andéol. Celui-ci a été annexé au Plan Local d'Urbanisme en octobre 2015. Le site n'est pas concerné par le P.P.R.I.

- Le risque sismique

L'intégralité de la commune de Bourg Saint Andéol est soumise au risque sismique.

L'arrêté préfectoral 2011108-0011 du 18 avril 2011 précise que dorénavant la commune de Bourg Saint Andéol est classée en zone 3 dite « zone modérée ».

Depuis cette date, sur l'ensemble du territoire communal, les nouvelles règles de construction applicables seront celles des normes NF EN 1998-1 septembre 2005, NF EN 1998-3 décembre 2005, NF EN 1998-5 septembre 2005 dites « règles Eurocode 8 » accompagnées des documents dits « annexes nationales » des normes NF EN 1998-11/NA décembre 2007, NF EN 1998-3/NA janvier 2008, NF EN 1998-5/NA octobre 2007 s'y rapportant.

Les dispositifs constructifs non visés dans les normes précitées font l'objet d'avis techniques ou d'agréments techniques européens.

Pour la définition des classes de bâtiments (I, II, III et IV) et l'application des normes à ces bâtiments se référer aux décrets et arrêté ci-dessus mentionnés.

- Risques d'incendie

La commune de Bourg Saint Andéol est classée parmi les communes dont l'urbanisation est exposée à un risque élevé d'après la « carte départementale urbanisation et risque incendie de forêt » élaborée dans le cadre du projet départemental de défense contre l'incendie.

Le site n'est pas concerné par le risque incendie « feux de forêt ».

- Risques technologiques

La commune est exposée au risque nucléaire du fait de la proximité de la centrale nucléaire du Tricastin. Elle se situe dans le périmètre de 10 Km défini par le Plan Particulier d'Intervention de ce site.

Pollution du site

Le tableau ci-dessous répertorie les installations dont l'exploitation a été autorisée en vertu des dispositions de l'arrêté préfectoral du 10 décembre 2003 et qui sont officiellement déclarées à l'arrêt définitif.

Rubrique	Désignation et référence des installations	Volume des activités	Régime
2523	Fabrication de produits céramiques et réfractaires. La capacité étant supérieure à 20t/j	Capacité de production : 50 000 t/an sur 315 jours travaillés soit 159 t/j	A
2515.1	Broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels Puissance installée > à 200 kW	Puissance installée de l'ensemble des machines concourant au fonctionnement de l'installation : 792 kW	A
1530.2	Dépôt de papiers, carton ou matériaux combustibles analogues. Quantité stockée > 1000 m3 mais < à 20 000 m3	Stockage de 5842 m3 de produits finis emballés sur palettes : 5376 m3 soit carton 324 m3, palettes bois 120 m3, plastiques	D
2920.2.b	Installation de compression fonctionnant à des pressions effectives > à 10 000 Pa n'utilisant pas de fluide inflammable ou toxique. Puissance absorbée > à 50 kw et < 500 kw	Pression maximale de 80 000 Pa Puissance absorbée de 230 Kw	D

Les déchets identifiés en 2015 sont les suivants :

- De nombreux fûts,
- Des cuves à fioul non dégazées ni neutralisées,
- Des liquides présents dans une galerie souterraine, composés d'un mélange d'eau et d'huile.

Un dossier d'identification de l'amiante a été réalisé.

Le site a fait l'objet d'une étude environnementale destinée à identifier les zones de pollution du sol et de la nappe.

Le secteur d'étude est un site pilote pour l'ADEME en termes de reconversion de friches.

Entre 2016 et 2018, le site a fait l'objet de plusieurs phases de dépollution (démolition, nettoyage, curage) qui l'on remis en bon état.

Les zonages et inventaires environnementaux

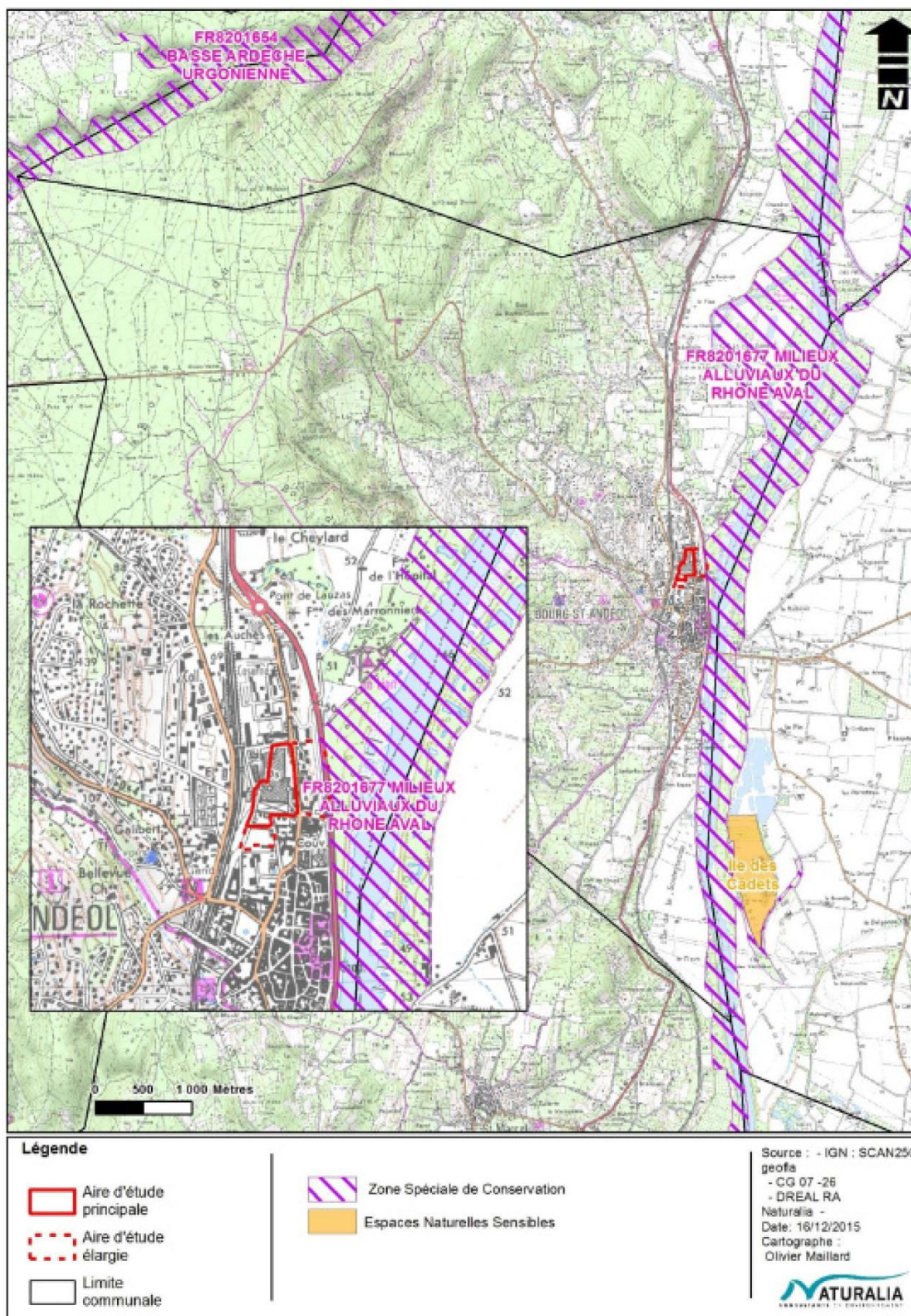
Le site prend place sur une zone d'activité industrielle. Les surfaces sont essentiellement artificielles et imperméabilisées. La majeure partie de l'aire d'étude est occupée par de grands bâtiments de type entrepôts de stockage.

Aucune zone humide ni peuplements floristiques patrimoniales d'intérêt sont présents sur le site.

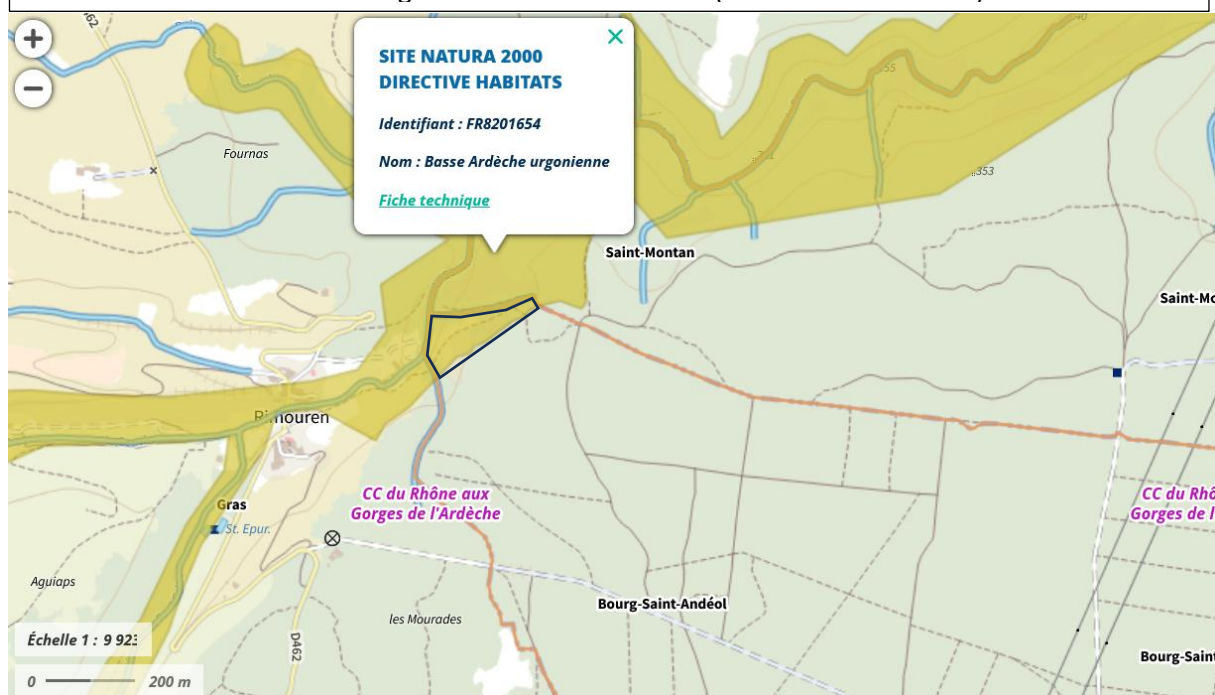
Statut du périmètre	Dénomination	Superficie (Ha)	Code	Distance à l'aire d'étude (m)
Périmètre sur ou recoupant la zone d'étude				
Plan National d'Action	PNA Aigle de Bonelli, Domaine Vital/Gorges de l'Ardèche	87111.75	O_AQUFAS_DV_006	-
Périmètre à proximité de l'aire d'étude (rayon de 2km)				
ZNIEFF terrestres de type II	Ensemble septentrional des plateaux calcaires du bas-Vivaraïs	34883.91	07-18	882
NATURA 2000	ZSC Milieux alluviaux du Rhône aval	2106.5	FR 8201677	144
Espace Naturel Sensible	Ile des cadets	26.55	14	2500
Zone humide	RCC de Donzères à Pont St Esprit	3000.48	07DDAF143	114
	Iles des cadets-Plaine de Pierrelatte	601.82	26SOBENV0054	848
	Ile de Malaubert	623.62	26SOBENV0065	426
	Canaux de la plaine de Pierrelatte	33.709	26CRENmt0018	1167
N2000	Basse Ardèche Urgonienne	6 851 ha.	FR 8201654	7,8 km
ZNIEFF de type 1	Vieux Rhône et îlons du Rhône de Viviers à Pont-Saint Esprit	871 ha.	820030254	180 m

L'aire d'étude restreinte ne recoupe aucun périmètre d'intérêt écologique, hormis le PNA Aigle de Bonelli. Or cette espèce, nichant au sein des gorges de l'Ardèche ne se trouve pas sur la zone d'étude d'habitats de chasse, de reproduction ou de transit qui lui convienne.

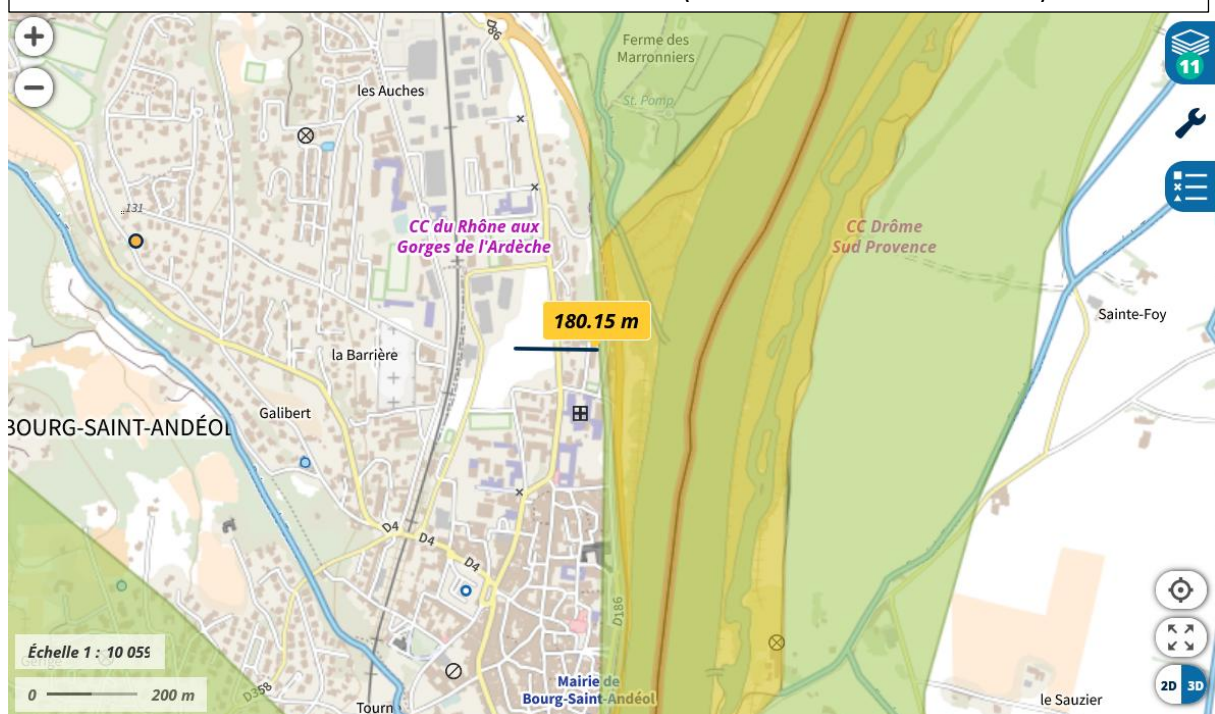
La ZNIEFF type 1 « Vieux Rhône et îlons du Rhône de Viviers à Pont-Saint-Esprit » et le site NATURA 2000 Milieux Alluviaux du Rhône Aval sont les deux périmètres les plus proches de la friche NOVOCE-RAM, situés à plus de 150m à vol d'oiseau.



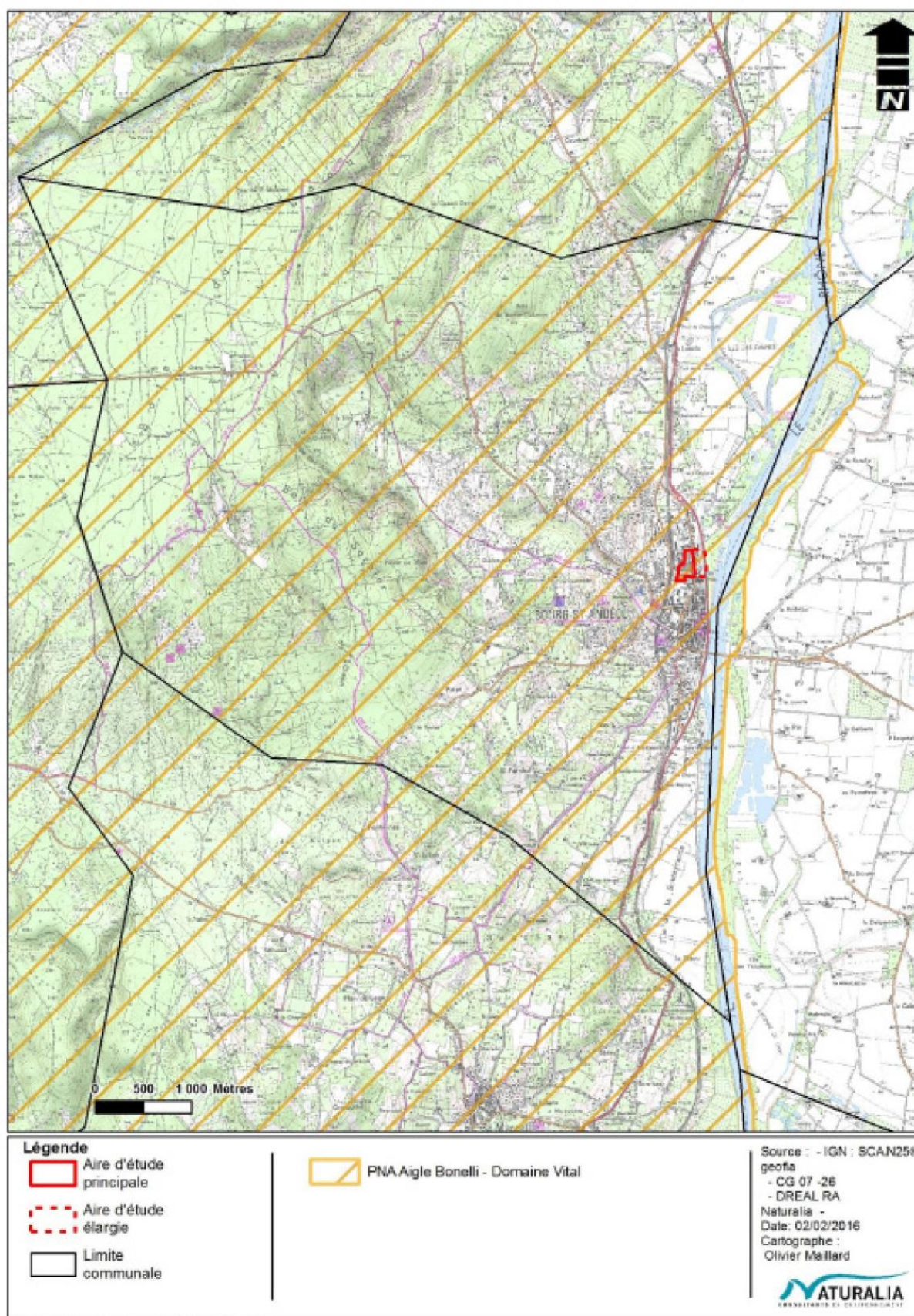
Portion de la Basse Ardèche Urgonienne sur la commune (extrémité nord ouest)



Distance de la friche Novoceram avec la rive du Rhône (classée en ZNIEFF 1 et N2000)



Localisation des PNA à proximité de l'aire d'étude



Fonctionnalités écologiques

La zone d'étude se situe à proximité du Rhône et de ses annexes boisées. L'entité rhodanienne dans son ensemble est considérée comme un corridor écologique de première importance pour différentes raisons, notamment son influence et son envergure de portée nationale, son orientation nord-sud propice aux migrations sa richesse écologique ou sa continuité entre différents étages climatiques.

Les environs de Bourg-Saint-Andéol conservent quelques lambeaux de ripisylves intéressants, qui ont relativement bien résisté aux grands travaux des années 50.

Pourtant le développement urbain et industriel a localement fortement bouleversé les possibilités de mobilité de la faune. En effet une brève analyse diachronique des photographies aériennes de la zone en 1947 puis en 2014, montre qu'au milieu du siècle dernier des liens existaient entre les rives du Rhône et les parcelles agricoles qui étaient l'entité paysagère de la plus répandue.

A cette époque la zone d'étude, qui était déjà en partie construite, s'intégrait encore pleinement dans la couronne périurbaine. Aujourd'hui, le développement urbain a complètement englobé la zone d'étude repoussant loin les terres agricoles.

En outre la RD86 est un axe très fréquenté réduisant drastiquement les connexions possibles avec les habitats naturels du Rhône. Le développement de logements individuels entre la RD86K et la RD86 finit de rompre ces liens déjà fortement ténus avec le couloir rhodanien, pourtant distant d'à peine une centaine de mètres.

Ainsi seule la faune volante est susceptible de fréquenter la zone d'étude.

Nuisances sonores et servitudes d'utilité publique

Le secteur d'étude est situé à proximité immédiate de la voie ferrée.

Elle a été classée en catégorie 4 vis-à-vis du bruit par l'arrêté préfectoral du 13 mars 2013, avec un secteur affecté par le bruit d'une largeur de 300 mètres de part et d'autre de l'infrastructure. Il englobe l'ensemble du secteur d'étude.

Dans cette bande de 300 mètres, les bâtiments doivent respecter des normes acoustiques déterminés par l'arrêté du 30 mai 1996.

Les RD 86 et RD 86k sont classées respectivement en catégorie 3 (100 mètres) et 4 (30 mètres) sur le secteur du projet par arrêté préfectoral du 23 décembre 2011.

L'aménagement du secteur d'étude doit concourir à l'atténuation des nuisances sonores au niveau des logements (espace tampon paysager, disposition des bâtiments et exposition des façades, etc.).

Le secteur d'étude est également concerné par plusieurs périmètres de 500 mètres des monuments historiques suivants :

- AC1 Hotel Nicolai
- AC1 Hotel Doyse
- AC1 Hotel Balzalette
- AC1 Chapelle de l'Hospice
- AC1 Palais des Evêques

Toute demande de permis d'aménager ou permis de construire sera soumis à l'avis de l'architecte des bâtiments de France.

